

Extrait du Site de l'Association Adéquations

<http://www.adequations.org/spip.php?article2339>

# **Femmes et autre mode de développement**

- COP climat et égalité femmes-hommes -

Date de mise en ligne : mardi 3 novembre 2015

---

**Site de l'Association Adéquations**

---

**Cette publication de Lasaire (Laboratoire social d'actions d'innovations, de réflexions et d'échanges), septembre 2015, est le fruit du travail collectif du groupe Lasaire « Femmes et autre mode de développement ; les femmes porteuses d'un mode de développement plus durable et plus social » coordonné par Maryse Huet et Anne-Marie Grozelier. Téléchargement en bas des extraits ci-dessous (pdf, 74 p.).**

## Préambule

Ce texte est le fruit du travail collectif d'un groupe au sein de Lasaire. Il vise à réunir dans une même problématique deux thèmes qui paraissent à première vue sans lien entre eux : l'égalité des genres et la transition écologique. Cette approche nouvelle nous a conduits vers une analyse critique du modèle de croissance économique actuel et nous a amenés tout naturellement à poser la question du changement du mode de développement. Nous avons ainsi engagé une approche multidimensionnelle du sujet en l'abordant sous l'angle de la question du genre. Plus exactement, nous nous sommes efforcés de dégager des problématiques qui concernent les femmes dans leur condition actuelle, les inégalités dont elles sont victimes, la pauvreté, la précarité, les rapports de pouvoir, à partir desquelles il serait possible de penser leur apport spécifique au changement.

La réflexion s'est construite sur un triple constat :

- ▶ Les politiques de rigueur frappent encore plus durement les femmes que les hommes.
- ▶ Les femmes sont porteuses d'un autre mode de développement plus durable et plus social. Elles envisagent plus souvent des perspectives de long terme.
- ▶ L'absence ou la présence insuffisante des femmes dans les lieux de décision ne leur permet pas de contribuer à l'élaboration d'approches nouvelles. A l'aune de ces constats, le Cahier analyse le modèle dominant et pointe, parmi ses dysfonctionnements les plus graves, les inégalités persistantes entre hommes et femmes. Dans un tel contexte, il semble bien que les femmes aient un rôle central à jouer, voire être, elles mêmes, le moteur principal d'un autre mode de fonctionnement de la société. Certaines questions n'ont été qu'effleurées, faute, notamment, d'analyses « genrées ». Elles auraient pourtant mérité de figurer dans une réflexion qui a l'ambition d'être exhaustive. Elles prendront sans doute place plus tard. Comment peut-on envisager des dispositifs permettant aux hommes et aux femmes engagés dans la vie active de concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales, entre autre en favorisant un partage égalitaire de celles-ci ? Il en est ainsi de la mobilité professionnelle, censée être indispensable à l'efficacité de l'entreprise. A-t-on réfléchi à des dispositifs ou à des infrastructures qui pourraient permettre aux salariés (hommes et femmes) de faire face à cette situation ? Est-elle d'ailleurs si nécessaire à la performance de l'entreprise ? Rien n'est moins sûr. De manière plus générale, comment faire évoluer le système productif vers la production de biens plus durables, économes en énergie, et de services répondant mieux aux besoins réels des populations ? Comment impulser la transformation nécessaire des organisations du travail et des organisations productives, dans un sens inverse de ce qu'elles sont aujourd'hui : pratiques de management reposant sur le court terme (juste à temps et zéro stock), sous-traitance en cascade, intensification du travail, etc... Le Cahier rend visible le recul de la situation des femmes induit par ces pratiques (notamment l'allongement de la durée du travail, le travail du dimanche, et l'intensification générale du travail).

Mais, la question centrale reste posée : les femmes sont-elles en position et en capacité de modifier les organisations du travail ? Lorsqu'une faible minorité de celles-ci occupent des postes de décision, ont-elles la possibilité et/ou la volonté de faire changer les choses ? Est-il suffisant d'être en position de décideur pour susciter le changement du modèle productif ? De manière plus générale, comment un pays qui s'engagerait dans la voie d'un nouveau type de développement pourrait-il conserver sa compétitivité dans l'univers mondialisé actuel ? N'oublions

pas que, en toile de fond, un système international qui permet à la Chine (et à d'autres pays) d'inonder les marchés avec des produits fabriqués au coût carbone le plus élevé et avec des coûts salariaux les plus bas, ne ménage guère d'ouverture pour la possibilité d'un changement.

Nous voilà donc confrontés à deux réalités qui s'opposent frontalement. D'une part, l'UE continue plus que jamais à promouvoir les modes de production et de gestion empruntés aux pratiques anglo-saxonnes lesquelles s'accompagnent du dépérissement de l'Etat et du recul des services publics comme du rôle des acteurs sociaux. D'autre part, les responsables politiques ne manquent pas d'afficher leur volonté de changement, que ce soit sur le terrain de la transition énergétique ou celui de la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes.

Il reste à savoir si les changements dans les modes de production et d'organisation du travail introduits par la révolution numérique, les nouvelles formes d'économie émergentes comme l'économie collaborative ou de partage, l'économie circulaire, pourront vraiment modifier les choses. On constate déjà qu'ils bousculent les hiérarchies. Offriront-ils une opportunité pour dissoudre un tant soit peu les phénomènes de domination et permettre ainsi aux femmes d'accéder en masse aux lieux de la décision ?

Le résultat des travaux présentés dans ce Cahier sera diffusé auprès des partenaires sociaux, des ONG actives sur la promotion des droits des femmes et du développement durable et des décideurs concernés. Cette diffusion permettra d'interpeller ceux-ci sur leur manque de sensibilité aux enjeux posés par le genre dans les études et les actions menées en matière de transition écologique et de les rendre ainsi attentifs au rôle que les femmes pourraient jouer dans ce domaine. Il existe de nombreux exemples pour alimenter cette hypothèse mais ils sont disséminés et il n'en existe pas de recensement exhaustif. En attendant, ce Cahier propose de nouvelles pistes de réflexion préparatoires au rassemblement des expériences. Le débat est ouvert.

## Femmes et autre modèle de développement

La réflexion engagée par le groupe de travail sur les actions à mener pour favoriser l'égalité professionnelle entre hommes et femmes est partie du constat de la permanence d'inégalités professionnelles fortes en dépit de la mobilisation des partenaires sociaux, de la société civile, et des politiques publiques engagées depuis une quarantaine d'années. La crise économique ouverte en 2008 et les politiques européennes de rigueur axées sur la baisse du coût salarial, la flexibilité accrue du travail et la réduction des dépenses publiques ont aggravé les inégalités sociales. Les travaux menés par Lasaire sur la crise, ses origines, l'impact de la financiarisation de l'économie réelle et ses rencontres biennales « Europe travail Emploi »<sup>1</sup> ont mis en évidence l'impact négatif des plans d'austérité et du choix libéral de déstructuration des régulations sociales dans les Etats membres.

Le constat est amer. Alors que le besoin de passer à un autre mode de développement plus durable et plus social est de plus en plus ressenti, en particulier par les femmes, la crise aurait pu constituer une opportunité à saisir pour aller vers ce nouveau type de développement plus à même de répondre aux enjeux économiques et sociaux actuels, notamment ceux liés aux risques environnementaux et aux inégalités sociales. Ce n'est pas ce qui s'est produit. C'est même l'inverse. La crise a fourni l'occasion de faire passer en profondeur des réformes économiques et sociales d'inspiration néolibérale qui, en temps de non crise, auraient suscitées des oppositions plus affirmées. La thérapie du choc, comme la désignent les tenants des politiques libérales, a permis de promouvoir la réduction des dépenses sociales, la déréglementation, bref l'idée que la compétitivité passait par la réduction du coût du travail.

Au moment où les perspectives environnementales pèsent lourdement sur l'avenir, ce renoncement de la part des politiques à engager le changement vers un autre type de développement est d'autant plus incompréhensible que les citoyens, eux, tendent à se montrer plus sensibles à cette recherche d'un autre mode de croissance plus durable et

plus social. Les femmes le sont tout particulièrement du fait, notamment, de leur exposition à la précarité, aux bas salaires, à la flexibilité du travail. Elles sont aussi porteuses de changement en raison de leur intérêt plus grand pour le développement durable, en lien avec leurs pratiques et leurs attentes particulières. Celles-ci diffèrent largement encore de celles des hommes dans la mesure où elles reposent sur une différenciation des rôles sociaux hommes/femmes, les premiers étant assignés prioritairement à l'exercice d'une activité professionnelle et les secondes cumulant responsabilités familiales et travail à l'extérieur.

Cette note capitalise les travaux du groupe sur 2014/2015, visant à organiser la confrontation de points de vue d'experts et d'acteurs sociaux sur les sujets traités. Il s'agit de rassembler et de questionner des éléments de connaissance issus de rapports nationaux et européens, et plus précisément de l'apport d'experts auditionnés par le groupe (cf. Annexe 1).

Ce thème « femmes et autre mode de développement » est nouveau en ce qu'il associe égalité des genres et transition écologique en France et dans les pays européens. Certains de nos interlocuteurs ont d'ailleurs remarqué le côté novateur de cette démarche, aussi bien au plan français qu'europpéen. En effet, les politiques de transition écologique développées actuellement visent l'intégration globale de l'objectif d'égalité (comme élément du pilier social) ou sont ciblées sur l'impact du changement climatique pour les femmes des pays émergents. Nous avons d'ailleurs été gênées dans notre démarche du fait du manque d'outils statistiques et d'analyse prenant en compte la dimension du genre.

## Conclusion

Les travaux du groupe de travail ont montré l'intérêt que peut apporter un mode de développement plus durable et plus social pour promouvoir l'égalité et le bien-être de tous, sous réserve de mesures prenant en compte la situation des femmes et poursuivant l'objectif d'égalité.

Les initiatives déjà lancées dans quelques domaines importants, à la fois vis-à-vis du développement durable et des bénéfiques qu'ils peuvent apporter aux femmes, montrent que le changement est possible et déjà engagé par de nombreux acteurs. Elles montrent aussi que les femmes peuvent être des actrices importantes du changement, et pas seulement des victimes des inégalités environnementales ou des bénéficiaires des politiques publiques correctrices.

Les efforts engagés, depuis une dizaine d'années, pour promouvoir la participation réelle des femmes aux instances de décision ne donnent pas encore, à ce jour, une impulsion majeure à l'évolution souhaitée des politiques économiques actuelles. Une perspective de long terme est nécessaire pour obtenir des résultats dans ce domaine, et ceux-ci reposeront en priorité sur l'apport des femmes pour un changement des organisations du travail.

La conférence internationale sur le climat, qui s'ouvrira à Paris en novembre 2015, devra prendre en compte ces enseignements qui sont partagés par les pays du Nord et du Sud.

En particulier :

- ▶ l'impact des inégalités environnementales sur les femmes au-delà de celles liées au changement climatique, leur rôle essentiel pour faire évoluer les comportements,
- ▶ le rôle essentiel des femmes, davantage préoccupées et actives sur les questions environnementales, dans le changement nécessaire des comportements, de production comme de consommation,
- ▶ l'apport de la parité dans les lieux de décision économique, à tous les niveaux pour favoriser l'émergence d'un nouveau modèle